



The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

La notion de rural et les rapports ville-campagne en France. Des années cinquante aux années quatre-vingts

Mme Nicole Mathieu

Citer ce document / Cite this document :

Mathieu Nicole. La notion de rural et les rapports ville-campagne en France. Des années cinquante aux années quatre-vingts.
In: Économie rurale. N°197, 1990. pp. 35-41;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1990.4059>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1990_num_197_1_4059

Fichier pdf généré le 08/05/2018

Abstract

The important transformations of the french "rural space" and the different forms of reconstitution of rural economies and societies require new insights into the concepts of "rurality" and "countryside". The relevance of these categories of spatial analysis must be revisited, and we have to identify the consequences of the observed changes on the concepts themselves. On the one hand, the relation with the landscape and the agricultural activity is vanishing ; at the same time, the employment in secondary and tertiary activities is growing, and the residential function of this space is enhanced ; a complete reversal of the social representations appears. On the other hand, the relations of this "rural space" strongly re-emerge with the concepts of nature, milieu, and natural ressources, due to the rise of environmental concerns, and to the new valorisation of landscape in the thinking of spatial différenciation. Moreover, the prominent place taken by the concept of crisis in the analysis of spatial dynamics is introducing a new factor, with a tendency to erase the rural/urban cleavage to the advantage of the concept of locality. We'll try to define the consequences of these contradictory moves on the possibility to identify new divisions of rural space, i.e. the new spatial categories resulting from these recompositions. We'll try also to compare them with the previous typologies, more often proposed without integrating the environmental dimensions.

Résumé

Les mutations considérables qui ont affecté l'espace rural" français et les modes de recomposition des économies et des sociétés rurales que l'on observe aujourd'hui obligent à reconsidérer la pertinence de ces catégories d'analyse spatiale que sont les notions de "rural" et de "campagne" de même qu'à identifier les conséquences de ces changements sur leur contenu conceptuel. D'un côté, s'efface la relation au paysage et à l'activité agricole en même temps que s'accroissent les emplois secondaires et tertiaires et que se confirme la fonction résidentielle de cet espace aboutissant ainsi à un véritable renversement de sa représentation ; de l'autre côté, resurgit avec plus de force ses relations avec les notions de nature, de milieu et de ressources naturelles du fait de la montée des préoccupations environnementales et de la revalorisation du paysage dans la pensée des différenciations spatiales. Enfin la place de plus en plus prégnante que prend le concept de crise dans les analyses des dynamiques spatiales introduit un facteur nouveau tendant à effacer la distinction rural/urbain au bénéfice de la notion de local. On tentera de définir les conséquences de ces mouvements contradictoires sur la possibilité d'identifier les nouvelles divisions de l'espace rural, i.e. les nouvelles catégories spatiales issues de ces recompositions et de les confronter aux typologies antérieures des espaces ruraux établies le plus souvent sans y intégrer les dimensions environnementales et de crise de l'emploi.

LA NOTION DE RURAL ET LES RAPPORTS VILLE-CAMPAGNE EN FRANCE (1)

Des années cinquante aux années quatre-vingts

Nicole MATHIEU*

Résumé :

Les mutations considérables qui ont affecté l'«espace rural» français et les modes de recomposition des économies et des sociétés rurales que l'on observe aujourd'hui obligent à reconsidérer la pertinence de ces catégories d'analyse spatiale que sont les notions de «rural» et de «campagne» de même qu'à identifier les conséquences de ces changements sur leur contenu conceptuel. D'un côté, s'efface la relation au paysage et à l'activité agricole en même temps que s'accroissent les emplois secondaires et tertiaires et que se confirme la fonction résidentielle de cet espace aboutissant ainsi à un véritable renversement de sa représentation ; de l'autre côté, resurgit avec plus de force ses relations avec les notions de nature, de milieu et de ressources naturelles du fait de la montée des préoccupations environnementales et de la revalorisation du paysage dans la pensée des différenciations spatiales. Enfin la place de plus en plus prégnante que prend le concept de crise dans les analyses des dynamiques spatiales introduit un facteur nouveau tendant à effacer la distinction rural/urbain au bénéfice de la notion de local. On tentera de définir les conséquences de ces mouvements contradictoires sur la possibilité d'identifier les nouvelles divisions de l'espace rural, i.e. les nouvelles catégories spatiales issues de ces recompositions et de les confronter aux typologies antérieures des espaces ruraux établies le plus souvent sans y intégrer les dimensions environnementales et de crise de l'emploi.

THE CONCEPT OF RURALITY AND THE RURAL-URBAN RELATIONSHIPS (1950-1980)

Summary :

The important transformations of the french "rural space" and the different forms of reconstitution of rural economies and societies require new insights into the concepts of "rurality" and "countryside". The relevance of these categories of spatial analysis must be revisited, and we have to identify the consequences of the observed changes on the concepts themselves. On the one hand, the relation with the landscape and the agricultural activity is vanishing ; at the same time, the employment in secondary and tertiary activities is growing, and the residential function of this space is enhanced ; a complete reversal of the social representations appears. On the other hand, the relations of this "rural space" strongly re-emerge with the concepts of nature, milieu, and natural resources, due to the rise of environmental concerns, and to the new valorisation of landscape in the thinking of spatial differentiation. Moreover, the prominent place taken by the concept of crisis in the analysis of spatial dynamics is introducing a new factor, with a tendency to erase the rural/urban cleavage to the advantage of the concept of locality. We'll try to define the consequences of these contradictory moves on the possibility to identify new divisions of rural space, i.e. the new spatial categories resulting from these recompositions. We'll try also to compare them with the previous typologies, more often proposed without integrating the environmental dimensions.

Dans la description et la mesure géographique des transformations des «campagnes» et de l'«espace rural» français et des interactions spatiales ville-campagne, plusieurs modèles d'analyse ou systèmes explicatifs ont été utilisés.

Le terme de «modèle» n'a pas ici un sens normatif. Il désigne la construction intellectuelle (scientifique ou idéologique) qui prétend rendre compte du réel et de son devenir, en l'occurrence le processus d'évolution des campa-

* CNRS Paris.

(1) Cet article reprend une communication présentée au V^e colloque Franco-Japonais de Géographie à Tsukuba (3-10 octobre 1988).

gnes, dans sa spécificité par rapport à l'évolution socio-économique générale, et dans sa relation avec le phénomène urbain (les rapports villes-campagnes). Ces modèles sont donc des systèmes explicatifs, outils conceptuels et théories qui permettent de penser le rural et son changement. Mais ils sont aussi le reflet des idéologies dominantes chaque période ; ils forment un corps d'interprétations dépendant du réel mais très souvent en contradiction avec lui. Ces modèles diffèrent en tous cas selon les courants de pensée, les positions sociales et les objectifs poursuivis.

Pour éclairer le débat récurrent sur la notion de rural indissociable de celle d'urbain, on définira les différents modèles des relations villes-campagnes qui ont été successivement mis en avant depuis les années 50, en approfondissant la proposition qui avait été faite en 1985 dans *Economie Rurale* (Mathieu, 1985). On tentera de comprendre les raisons pour lesquelles ils ont caractérisé telle ou telle période en faisant la part entre ce qui revient aux changements dans les faits et ce qui revient aux mouvements d'idées dominants. Le tableau final résume la grille de lecture de ces changements épistémologiques dans leur relation avec la dynamique réelle d'une part, et les différentes sphères (administrative, socio-politique et scientifique) qui interviennent et/ou produisent le discours d'autre part. Le degré de spécificité ou d'autonomie accordé à la notion de rural par rapport à la notion d'urbain, le type d'interaction (dépendance, contradiction, absorption) qui les lient, les typologies élaborées et leur contenu sont à la base de la grille et du découpage chronologique proposé.

Les périodes sont donc caractérisées par le modèle dominant de représentation du rural et par le type de relation établi entre la ville et la campagne. Mais il est évident que, dans aucune période, la représentation dominante ne réussit à exclure les autres représentations qui coexistent avec elle. La difficulté de l'analyse réside dans l'identification des rapports entre l'idée dominante que l'on se fait du rural à une époque et l'état de fait qui lui correspond ; de même il n'est pas commode de préciser la relation existant entre les changements de l'idéologie dominante (par exemple le renouveau de l'idée "naturelle" du rural) et les changements socio-économiques qui affectent de fait ce milieu.

DANS LES ANNÉES CINQUANTE, DES NOTIONS OPPOSÉES

Les années 1950 sont encore marquées par la conception classique du rapport ville-campagne, à savoir une relation contradictoire si ce n'est antagonique. Au colloque "*Villes et campagnes, civilisation urbaine et civilisation rurale en France*", organisé en 1951 par G. Friedman (Friedman ed., 1953), les références à la représentation hégélienne et marxiste de la ville et de la campagne sont très présentes. La campagne a une spécificité qui repose d'abord sur la notion de "milieu naturel", quoiqu'il s'agisse d'une définition du concept de nature restreinte à la nature cultivée et à la production agricole et de matières premières. La campagne se définit aussi par l'activité agricole et par la paysannerie qui, propriétaire ou cherchant à le devenir, met en valeur, exploite ces ressources naturelles. Inversement, la ville est un milieu technique, qui échappe de ce fait à la nature. Sa spécificité, aussi nette

que celle de la campagne, est à la base d'activités industrielles et tertiaires. Elle est donc un lieu d'accumulation des hommes et des capitaux. Bourgeoisie, classe ouvrière la caractérisent et définissent le citadin.

Cette définition distincte et dichotomique contient déjà l'opposition des deux notions. Mais c'est surtout le type de relation qui existe entre les deux catégories qui fonde la contradiction. Les campagnes approvisionnent les villes et, du fait du surpeuplement agricole qu'engendre le progrès technique, elles sont des réservoirs de main-d'œuvre. Extraction de ressources naturelles et déclin d'un côté, extorsion de plus-value et croissance de l'autre, donc rapport contradictoire entre deux entités bien distinctes, tel est schématiquement ce qui est alors proposé comme modèle d'interaction entre ces deux espaces. L'exode rural (le dépeuplement des campagnes) est le processus spatial dominant, mais il n'altère pas la spécificité et l'identité du rural.

Cette représentation contradictoire imprègne les milieux scientifiques, même s'ils sont très loin de la pensée marxiste et même si certains intervenants du colloque déjà cité insistent sur l'appartenance commune des deux milieux à la même civilisation et sur les contacts entre populations rurales et urbaines ne serait-ce que par la mobilité géographique.

Dans la géographie française, la distinction est nette entre la géographie rurale et la géographie urbaine. Le géographe marxiste, Pierre George, qui peut être considéré comme le fondateur d'un nouveau courant de pensée dans la discipline, oppose la campagne à la ville qui la domine (George, 1956). Mais cette position est implicitement partagée par les géographes ruralistes prolongeant l'école de Vidal de La Blache. L'analyse de l'agriculture et des "systèmes agraires" est bien l'apanage du ruraliste, même lorsqu'il analyse, comme Michel Philipponneau, "la vie rurale dans la banlieue parisienne" (Philipponneau, 1956).

La spécificité de la notion de rural et de campagne n'exclut pas une diversité qui s'apprécie logiquement par les différences de "milieu naturel" ou de l'organisation sociale de la production agricole (le système agraire). Les typologies des campagnes françaises sont encore définies par les cartes des "régions naturelles" (1946) ou des "régions agricoles" (1955) ou par les cartes des paysages agraires ou de "localisation des productions animales et végétales" (Klatzmann, 1955). Les typologies se font en termes d'espaces agricoles : on traite séparément en cartographie des questions urbaines et rurales. La sociologie rurale qui naît autour de H. Mendras fonde ses premières théories sur la diversité des villages français et de la paysannerie (Mendras, 1959).

Ce modèle imprègne également les courants politiques et mouvements sociaux qui utilisent cette opposition ville-campagne, rural-urbain, comme fondement de leurs programmes et de leurs actions. Car ceux qui défendent le "monde rural" d'ailleurs pour des valeurs morales (en particulier dans le courant de l'humanisme chrétien), s'accrochent à cette vision antagonique de deux mondes dont l'un possède les valeurs positives que l'on doit préserver et l'autre un pouvoir d'attraction jugé trop important. Dans le milieu de l'administration et du Plan en particulier, les géographes sont très présents (Coutin, Blanchard,

George) et donc la représentation classique de l'espace urbain et rural, de leurs rapports et de la place de la notion de nature est encore prégnante.

A cette époque les faits ne s'opposent pas à l'idéologie dominante car l'après-guerre est bien caractérisée par une accélération de l'exode agricole qui est presque partout la principale cause du dépeuplement des communes rurales. Mais l'exode rural est aussi alimenté par les artisans et les commerçants ruraux provoquant parfois une "agricolisation" du milieu rural (Pinchemel, 1957). Les données ne permettent pas d'appréhender l'évolution contradictoire de l'industrialisation en milieu rural qui, tantôt régresse du fait de la crise d'industries anciennes, tantôt progresse par l'implantation de nouvelles industries en milieu rural (bibliographie SEGESA, 1977). On voit pourtant déjà poindre le système explicatif qui dominera les années où l'on est sorti de l'après-guerre et où l'on entre dans la grande période de la "croissance" française.

LES ANNÉES SOIXANTE OU LA FIN DES CAMPAGNES

C'est à partir des années 1960, et dans le même temps où le rythme de la croissance des villes prend une accélération sans précédent, où le redressement économique s'effectue et où commence une période de croissance des emplois, de la consommation et des niveaux de vie, qu'un nouveau modèle d'analyse devient dominant : l'urbanisation des campagnes (Mathieu, 1974). Modèle dialectique, il met en avant la fin de la relation énoncée précédemment. Il traduit un rejet fondamental de la distinction entre le rural et l'urbain dans les formes spatiales et dans les formes sociales. Elaboré à partir de l'observation du phénomène de l'extension spatiale des grandes villes par concentration de la population et de l'habitat (métropolisation), en particulier aux Etats-Unis, il en déduit la fin de toute discontinuité spatiale entre les villes et les campagnes, il aboutit à la négation à terme du concept de rural.

Gottman décrit à l'époque pour la Mégapolis : *"Le processus moderne de la répartition de la population sur un territoire tend à accroître les contrastes et les déséquilibres de densité et d'occupation... L'urbanisation progresse surtout en fonction d'une concentration dans un espace, croissant mais réduit, d'une population dispersée sur un espace environnant beaucoup plus vaste... Se produit une évacuation lente des régions les plus urbanisées des vieux noyaux urbains vers la périphérie ou vers les régions interurbaines, lesquelles par là-même s'urbanisent ainsi plus vite."*

L'urbanisation étant considérée alors comme un mouvement irréversible, une "tendance" lourde, une véritable "loi" du développement spatial, on ne peut assister qu'à la fin des campagnes, par l'établissement d'un continuum urbain-rural. La notion de rural s'efface entraînant dans cet effacement toutes les notions qui lui étaient liées, en particulier celle de nature.

Le modèle de "l'urbanisation des campagnes" et de "la fin du rural" imprègne bien évidemment toutes les sphères de l'administration qui organisent la croissance et conçoivent la politique d'aménagement du territoire en train de se construire. A l'INSEE, à la DATAR, et surtout au Ministère de l'Urbanisme et de la Construction, il est le

système de référence exclusif. L'espace rural y est expressément assimilé à un "espace résiduel" ou "interstitiel".

Il touche également les milieux scientifiques, de la sociologie en particulier, qui adoptent ou inventent une nouvelle définition du contenu même de la notion pour en théoriser la disparition (Mendras, 1967). La notion géographique de "milieu rural" est éliminée pour faire une place prédominante à celle de paysannerie ou de "ruraux", donc à un système de référence fondé sur la population et la société. Le modèle privilégie alors l'assimilation, l'intégration des campagnes, des ruraux, et donc des paysans par la diffusion de la culture, des produits de consommation, des pratiques urbaines. L'exode rural est certes un processus dont on reconnaît l'existence, mais il est secondaire par rapport à celui de la modernisation qui homogénéise l'espace. Le terme "urbanisation des campagnes" signifie au sens fort cette assimilation, la fin d'une différenciation dépassée et archaïque.

Parce qu'on fait alors reposer la distinction ville-campagne sur la différence entre les conditions de vie et les structures sociales des milieux urbains et ruraux, la diffusion du mode de vie urbain, la technicisation du travail agricole et le développement de l'emploi non agricole abolissent cette distinction. Dans la mesure où on estime qu'elle repose sur le genre de vie urbain ("urban way of life") et le genre de vie rural ("rural way of life"), le **processus de diffusion** du mode de vie urbain à travers les zones rurales rend impossible la définition d'une limite à partir de laquelle commencerait le mode de vie rural. J.P. Prod'homme exprime alors *"la difficulté de tracer la frontière entre le rural et l'urbain, le traditionnel et le moderne"* du fait de la pénétration plus rapide des nouveaux modèles techniques et culturels. Pour Rambaud, l'urbanisation a modifié la dichotomie ville-campagne qui perd sa réalité spatiale. Il propose d'*"appeler urbanisation non plus seulement l'action de la ville sur la campagne, ni l'accroissement de la population des villes par la venue des ruraux mais l'invention d'un mode de vie en voie de devenir universel et de réaliser l'unité de l'homme social"* (Rambaud, 1969).

La géographie française à cette époque subit le contre-coup de cette ambiance idéologique dominante qui se traduit, d'une part, par le développement quasi impérialiste de la géographie urbaine et régionale (définie par le réseau urbain), d'autre part, par des clivages au sein des ruralistes dont certains sont assez proches du modèle "culturaliste" qui influence les sociologues comme Rambaud ou Mendras (Juillard, 1961).

Un courant tente certes de contester la validité de ce système d'interprétation des évolutions en cours en remettant à l'honneur la densité comme propriété de l'espace, en mettant en évidence l'émergence de nouvelles différenciations et contradictions spatiales que la croissance des villes implique. Dans un article paru dans *Espace Géographique* (Mathieu, 1982), j'ai d'ailleurs associé la création du nouveau concept d'"espace rural" à cette volonté de s'opposer au modèle dominant en mettant en avant les discontinuités morphologiques et d'activités qui rendaient nécessaire le maintien de la distinction entre l'espace rural ou les espaces ruraux et l'espace urbain ou les villes. La lutte contre le courant dominant passe par la mise en évidence de la diversité des espaces ruraux (SEGESA, carte des types d'espaces ruraux, 1969) diversité qui tient tan-

tôt de la distance à la ville (espace rural périurbain) tantôt des fonctions, des densités et du réseau de petites villes internes.

Mais ce courant reste minoritaire par rapport au système d'analyse dominant. Toutes les tentatives pour affirmer l'existence d'un espace rural distinct de l'espace urbain dans les milieux scientifiques comme dans certaines sphères minoritaires de l'administration centrale (au ministère de l'Agriculture, à la CNAT et au Plan), plus rarement dans des positions à la base (les municipalités dans les régions de montagne, les conseillers agricoles et les groupes d'agriculteurs dans des régions pilotes du "développement local" comme sur le Méjan...) expriment cette résistance à l'idéologie dominante. Il faut reconnaître qu'à l'époque les partis politiques comme le syndicalisme agricole (FNSEA comme CNJA) épousent plus volontiers le modèle d'analyse "progressiste" paraissant ignorer que les conséquences de "l'urbanisation des campagnes" signifient à terme, pour la plupart d'entre eux et des paysans, la marginalisation et l'isolement social.

Dans les faits la ruralité commence à changer dès cette époque par augmentation de la population rurale non-agricole et par l'amorce d'un mouvement de construction dans les communes rurales qui touche certes le rural périurbain mais aussi le rural des régions où s'effectue la décentralisation industrielle et où se développe le tourisme lourd. Une dissociation de tendances peut s'observer entre des espaces où l'exode rural et le dépeuplement se poursuit et des espaces stables ou en progression démographique. La mise en évidence de ces tendances nouvelles n'est pas chose aisée car le dispositif statistique est tout entier au service de l'idée dominante que seule la ville est un espace "en progrès". De plus, la pensée de la fin des campagnes est active et se traduit par une politique de normalisation sans précédent qui aboutit à la fermeture des services publics en milieu rural peu dense. Une partie de la géographie rurale tente une modernisation de son approche mais c'est le début de l'expansion de la géographie urbaine.

DANS LES ANNÉES SOIXANTE-DIX, À NOUVEAU LA RELATION CONTRADICTOIRE

Après 1968, alors que la diversification des activités amorcée dans la période précédente (Bontron, Mathieu, 1973 ; Mathieu, 1980) s'affirme par le développement des usages non agricoles de l'espace rural, on assiste à un véritable renversement idéologique par rapport à la période précédente. Les notions de paysannerie et de campagne sont revalorisées sous l'effet convergent des idées néo-ruralistes et de "pays", de la "crise urbaine" (Autrement, 1978 et Léger-Hervieu, 1979) et des mouvements politiques ou syndicaux minoritaires (les "paysans travailleurs" les "travailleurs de la terre"...) qui revendiquent le rôle des "paysans dans la lutte des classes" (Lambert, 1970). La notion d'"espace rural", s'impose alors, par sa distinction forte et sous une double définition : "campagne réinventée" ou "néo-nature", d'une part, car l'idéologie citadine réintroduit la dimension naturelle entièrement perdue dans la période précédente ; "espace rural" dans son sens moderne d'autre part, c'est-à-dire non exclusivement agricole mais doté de propriétés distinctes de l'espace urbain (densité, moindre part du travail salarié, entreprises de petite taille, habitat individuel et importance du paysage "naturel" ou agricole...).

C'est donc à nouveau en termes contradictoires que les relations ville-campagne sont pensées. D'abord parce que le "retour à la nature", à un espace rural harmonieux et riche en ressources (la nature, et donc la campagne, sont "cornes d'abondance") se justifie par opposition à la ville, lieu d'oppression, de pollution et de valeurs négatives ; mais surtout parce que la relation entre les deux espaces s'énonce en termes inégalitaires. Le processus dominant se réalise au détriment de l'espace rural : c'est un processus d'annexion, de soumission. L'espace rural est "convoité", "dominé" ; les campagnes sont "disputées", enjeux et lieux de conflits ; elles risquent la "marginalisation", la "dévitalisation" voire la "désertification" (Etudes rurales, 1978, Autrement, 1978...). Certains évoquent même à son propos la relation centre/périphérie et la dissymétrie entre pays développés et sous-développés. On voit déjà pointer une idéologie anti-crise avec l'émergence de la notion de "pays" et des mouvements régionalistes (Autrement, 1978). Beaucoup de ruralistes sont marxistes, mais ils ne reprennent pas les termes de l'opposition ville-campagne dans la théorie marxiste, ils la définissent à partir d'une analyse moderne des faits et des idéologies actuelles.

Il est intéressant de remarquer que la réflexion sur l'espace rural et la prise en compte de ses transformations controversées deviennent une préoccupation pour des milieux administratifs et politiques qui ne s'y étaient jusque là pas intéressés. Ainsi des services "espace rural" sont créés dans des ministères qui n'avaient jamais utilisé la notion dans leur système de gestion (ministère de l'Education Nationale, ministère de l'Equipement...). La création du ministère de l'Environnement dont le territoire de compétence se définit en empiétant en partie sur celui de l'"Agriculture et du développement rural" renforce cette tendance à traiter de manière séparée voire opposée les problèmes des villes et ceux des "campagnes". Le concept d'espace rural s'introduit également, mais plus lentement, dans les courants politiques, en commençant par ceux de gauche [mouvements gauchistes, PSU,... (cf. Correspondances Municipales)]. Il devient progressivement central pour certains mouvements sociaux "rural" (Mouvement Rural de la Jeunesse Chrétienne d'abord puis les Chrétiens en Milieu Rural...) pour redéfinir leurs objectifs et leur mode d'action (Construire, 1985) sur une réalité qui a profondément changé par rapport à celle de leurs origines.

Un incontestable renouveau des recherches rurales accompagne ce renversement d'idées. La nouvelle manière de faire de la géographie rurale, préconisée par certains, (Kayser, 1972 ; Bonnamour, 1973 ; Bontron/Mathieu, 1973) s'impose et les typologies se multiplient, procédant de conceptions diverses sur les différenciations de l'espace rural (Calmes et al., 1978 ; Chapuis, 1979 ; Limouzin, 1979), que j'ai tenté de rapporter aux différences théoriques qui les sous-tendent (Mathieu, 1982). L'Association des Ruralistes Français (ARF) est créée en 1974 rassemblant des géographes, des sociologues, des ethnologues, des historiens. Elle manifeste le besoin de pluridisciplinarité et de consolidation des rapports de la recherche avec les acteurs et décideurs œuvrant en milieu rural. Le concept d'espace rural avec toutes ses distinctions en types d'espaces ruraux (périurbain, campagnes ouvrières, zones de faible densité...) est adopté dans toutes les disciplines.

Le modèle d'analyse "urbanisation des campagnes", dominant dans la période précédente, inspire encore certains scientifiques ruralistes, par exemple ceux qui, considérant que l'espace est un continuum, en proposent un découpage graduel selon le degré de diffusion de la modernité urbaine. Mais, en comparaison de la période précédente, ils sont plutôt minoritaires par rapport à ceux qui insistent sur les discontinuités que supposent les théories de l'annexion ou de la domination. Par contre, ce modèle est encore prégnant dans les milieux qui ne se préoccupent que des problèmes urbains ou de la société globale. L'INSEE, en dépit de quelques remaniements des définitions statistiques "pour tenir compte des évolutions réelles" (les ZPIU avec la distinction in et hors), est encore imprégné de cette idéologie et ne se résout pas à apercevoir les prémisses du renversement de la tendance séculaire à l'exode rural. Mais la négation de la distinction entre espace rural et espace urbain ne fonctionne plus pour ceux qui observent les transformations sociales et économiques dans les communes rurales car ils constatent la diversification des activités et ne sont pas étonnés par les premiers signes de ce que l'on appellera l'"exode urbain".

VERS UN RETOUR A LA "NATURALITÉ" DE L'ESPACE RURAL ?

Plus on s'approche du temps présent et plus est difficile l'analyse des relations que nous cherchons à établir entre le "réel" et l'"idéal", que ce dernier provienne du discours circulant et de l'air du temps, ou qu'il soit déjà un produit scientifique ou une norme. Est-ce dû à la plus grande complexité des positions ou à un manque de recul devant ce foisonnement ? La question reste ouverte. Nos affirmations seront prudentes et, en tous cas, méritent discussion. La pertinence de ce que nous avançons ne pourra sans doute être vérifiée que plus tard et face à de nouveaux changements.

Les années 1980 me paraissent marquées par une tension entre deux tendances contradictoires : l'une qui va, à nouveau, dans le sens de l'effacement ou de l'atténuation des différences entre le rural et l'urbain, d'une moindre spécificité accordée à la notion d'espace rural qui disparaît (ou se banalise) au profit du concept ubiquiste de local (Mathieu, 1985 ; Bodiguel, 1986) ; l'autre qui, au contraire, rétablit avec force la distinction en y réintroduisant la notion de nature cette fois, objectivée par les problèmes d'environnement (Mathieu/Jolivet, 1989). Le terme de "campagne" qui n'était plus utilisé pour son obsolescence et son incapacité à traduire les changements, a alors repris une place dans le vocabulaire scientifique, dans les colloques ("Campagnes de l'Europe", ARF, 1988) et même dans les publications de l'INSEE (Villes et campagnes, 1988).

La crise du modèle de développement (crise du fordisme et crise des rapports internationaux), qui s'est confirmée (Partant, 1988 ; Lipietz, 1989) dans cette décennie, a renforcé une conception de l'espace rural, antagonique de celle mise en avant par le "libéral-productivisme" qui à nouveau tend à ignorer tout espace qui n'est pas polarisé et compétitif ? Dans le même temps où l'on met à nouveau l'accent sur les "technopoles" et sur le réseau de villes de dimension européenne, ce qui suppose un effacement de la notion d'espace rural, une contre-idéologie s'affirme, qui prolonge celle qui se dessinait dans la période précé-

dente avec la montée de l'idée de pays. Le local, assimilé à l'origine au rural, est alors pensé comme un lieu alternatif à la crise. Le thème du développement local, des ressources locales et du développement endogène et autocentré envahit le discours dominant à propos de l'espace rural rendant délicate la tâche des scientifiques partagés entre la critique de ce discours et la crainte de voir à nouveau ignorés les problèmes de pans entiers du territoire français, et préférant tenter l'évaluation des modifications réelles que provoquaient les initiatives effectives engendrées par la thématique et les politiques de développement local (Mathieu/Mengin, 1988).

Peu à peu le discours sur le local (Autrement, 1983) s'est étendu à tous les types d'espaces, les quartiers urbains mais surtout les bassins d'emploi. Tant et si bien que les nouvelles différenciations mises en avant n'ont plus opposé les espaces ruraux aux espaces urbains mais les espaces selon leur degré de "fragilité", selon les risques de rupture et de crise. D'ailleurs, dans la réalité, les critères qui spécifiaient autrefois le rural par rapport à l'urbain sont totalement bouleversés et même inversés ; en 1982, plus la ville est grande, plus fort est l'exode urbain : alors que la baisse des emplois industriels en France est générale, seul l'espace rural connaît des créations nettes d'emplois dans les branches industrielles. La crise a entièrement bouleversé les fondements économiques du système d'opposition. La carte SEGESA des zones rurales fragiles (Bontron, 1987 et 1989) illustre cette analyse de façon exemplaire : d'une part, elle est établie par canton et la distinction ville/petite ville/communes rurales est effacée ; d'autre part, elle propose un gradient de qualificatifs qui tient compte des configurations économiques (la plus ou moins grande diversification des activités dans l'espace, la part des activités "fragiles" en termes d'emploi ou d'occupation de l'espace, les risques de non renouvellement des unités économiques et de non reproduction des sociétés locales...) presque plus que des propriétés "spatiales" proprement dites (la densité, la distance à la ville, le réseau de services et d'équipements...) qui avaient fondé les distinctions entre "espace rural péri-urbain" ou "espace de faible densité".

Parallèlement un modèle d'analyse, certes plus minoritaire, commence à émerger dans les années 1980 en relation avec la crise écologique et la montée des problèmes d'environnement. En mettant l'accent sur l'espace et sur les usages sociaux du sol et dans la mesure où le naturel de l'espace rural était jusqu'alors plus imaginé qu'objectivé, tout le monde (scientifiques, aménageurs, politiques,...) avait pour ainsi dire oublié la dimension naturelle de l'espace rural. Dans les typologies des espaces ruraux, plus aucune allusion aux éléments physiques sauf dans des caractérisations très globales comme dans la notion de "montagne" ou indirectement à propos des critères agricoles. Mais les problèmes de pollution des eaux par les nitrates dont les engrais utilisés par les agriculteurs sont en partie la cause, l'érosion des sols en liaison avec les techniques agricoles, la dégradation des paysages, littoraux en particulier, conséquence du développement du tourisme, la mort de certains arbres et la détérioration de certaines forêts par les pluies acides... tous ces faits ont conduit à réintroduire la notion de nature dans l'espace rural. Le rural s'est en quelque sorte rechargé de la notion de nature qui lui était autrefois liée mais dans des rapports totalement renouvelés (Mathieu/Jolivet, 1989), d'où la

réapparition de la notion de campagne. Ce n'est plus seulement la nature, support de l'activité agricole, mais une nature pluridimensionnelle où les éléments, eau, air, terre... reprennent de l'importance de même que la notion d'écosystème.

On peut dès lors se demander si nous n'entrons pas dans une nouvelle phase de la géographie rurale, et même des études rurales en général, où les articulations entre les disciplines naturalistes et les disciplines de sciences sociales doivent se préciser et se renforcer. L'interdisciplinarité s'est pour ainsi dire constituée en terrain rural et sur des problèmes de "gestion écologique" (Mathieu, 1987). En géographie, la réarticulation entre des compartiments qui se sont fortement spécialisés pendant la période de croissance, figeant la division entre géographie physique et géographie humaine paraît nécessaire pour répondre aux problèmes qui sont posés. En ce sens la géographie rurale française est peut-être bien placée pour le recentrage conceptuel préconisé par P. et G. Pinchemel (La face de la terre, 1989). Même dans la période où elle a dénoncé l'assimilation entre espace agricole et espace rural, elle n'a jamais rejeté de ses compétences spécifiques l'analyse de l'agriculture, activité charnière entre la "naturalité" et la "spatialité" ; elle n'a pas non plus abandonné la tradition d'analyse régionale, globale, dans laquelle les inter-

actions milieu-naturel/milieu humanisé sont au moins reconnues même si elles ne sont pas jusqu'à présent approfondies, parce qu'en l'état actuel des connaissances aucun géographe, à lui seul, ne peut correctement les appréhender. Une nouvelle définition de la spécificité de l'espace rural (caractérisé par certaines fragilités de la naturalité comme par certaines particularités de la spatialité) par rapport à l'espace urbain est peut-être en train de naître, d'où la résurgence de la notion de "milieu", rural ou urbain, sans que l'on mette en avant le caractère contradictoire ou de dépendance de leur relation.

Nous espérons avoir ainsi montré l'intérêt d'une réflexion sur la signification des correspondances entre étapes de la transformation socio-économique et modèle d'analyse dominant des rapports ville-campagne. Aucun modèle d'analyse ne disparaît totalement dans une période historique. Il faut cependant comprendre qui utilise tel ou tel système d'interprétation en relation, conforme ou contradictoire, avec ce qui se passe réellement à chacune de ces étapes. Il faut apprendre à tester la pertinence du système explicatif et à en mesurer les limites idéologiques.

Cet article a été rédigé avant la parution du livre de Bernard Kayser "**La renaissance du rural**". Paris (1989), Armand Colin, 316 p.

Périodes	RURAL - Contenu ou définition		RURAL/URBAIN		TENDANCES		BASE DES TYPOLOGIES (Diversité)
	Dominante idéologique	Dominante réelle	Spécificité	Type de rapport	Position administrative	Position scientifique (géog.)	
les années 50	milieu naturel milieu agricole	agriculture exode agricole exode rural parfois "agricolisation"	villes/campagnes	contradictoire	position neutre quoique "le désert français"	équilibre géographie rurale et géographie urbaine, même dans l'étude du rapport "ville/campagne"	Types d'agriculture Types de paysages
les années 60	rural = population agricole Fin de la notion de nature	croissance de la population non-agricole. Déclin rural. Dissociation des tendances de l'espace rural (périurbain, ZFD...)	urbanisation des campagnes rural = urbain (mode de vie, technique) ↓ transformations de l'espace rural	absorption intégration ↓ différenciation	pour la croissance urbaine, extension urbaine = modernité (DATAR) INSE délimitation de l'agglomération urbaine	expansion de la géographie urbaine. ↓ résistance de ruralistes	Types d'espaces ruraux - sur la base de la fonction - sur la base de l'intégration urbaine
les années 70	"campagne réinventée" néo-nature, espace libre pour le citadin	prolongement de la tendance antérieure. Ralentissement de l'exode rural Crise de l'emploi	rural ≠ urbain - le naturel - crise urbaine	contradiction annexion concurrence convoitise	Intérêt pour l'espace rural dans certaines sphères administratives. Pas de changement dans d'autres	pas de changement en géographie un certain apport de théorisation	multiplication des typologies typologie théorique
les années 80	rural local ≠ crise nature ou environnement	renversement des tendances démographiques "exode urbain" industrialisation rurale. Problèmes d'environnement	moins de spécificité : rural = local ≠ urbain Spécificité : retour du terme de campagne	de nouveau disparition éclatement ou interaction	différentes positions dans chaque ministère Eclatement de la notion local ou non local	renouveau de la géographie rurale sur le concept de milieu, paysage et nouveaux liens entre géographie physique et humaine	multicritères zones fragiles (cf. J.C. Bontron) Comment relier environnement et critères sociaux

BIBLIOGRAPHIE

- BODIGUEL M. (1986). — **Le rural en question**. Paris, L'Harmattan, 183 p.
- BONNAMOUR J. (1973). — **Géographie rurale, méthodes et perspectives**. Paris, Masson, 168 p.
- BONTRON J.C. ; MATHIEU N. (1973). — Les transformations de l'espace rural, problèmes de méthode. **Etudes Rurales**, n° 49-50, pp. 137-159.
- BONTRON J.C. (1975). — Le fait rural en France, propos critiques sur sa définition in **Réflexions sur l'espace rural français**.
- BONTRON J.C. (1985). — Population et espace rural : vers une nouvelle dynamique. **Pour**, n° spécial, juin, pp. 10-22.
- CALMES R. et al. (1978). — **L'espace rural français**. Paris, Masson, 171 p.
- CHAPUIS R. (1979). — **Les espaces ruraux du Doubs**. Besançon, thèse de Doctorat d'Etat.
- CHAPUIS R. ; BROSSARD T. (1986). — **Les ruraux français**, Paris, Masson, 225 p.
- FRIEDMAN G. dir. (1952). — **Villes et campagnes. Civilisation urbaine et civilisation rurale en France**. Paris, Colin, 480 p.
- GEORGE P. (1956). — **La campagne, le fait rural à travers le monde**, Paris, PUF.
- GEORGE P. (1963). — **Précis de Géographie rurale**. Paris, PUF, 360 p.
- JUILLARD E. (1961). — L'urbanisation des campagnes en Europe occidentale. **Etudes Rurales**, n° 1, avril 1961, pp. 18-33.
- KAYSER B. (1972). — L'espace non métropolisé du territoire français. **RGPSO**, tome 40, fasc. 4, pp. 371-378.
- KLATZMANN J. (1955). — **La localisation des productions animales et végétales en France**, Thèse de Doctorat d'Etat, Paris, Imprimerie Nationale, 477 p.
- LAMBERT B. (1970). — **Les paysans dans la lutte des classes**. Paris, Le Seuil, coll. Politique, 187 p.
- LEGER D. ; HERVIEU B. (1979). — **Le retour à la nature. Au fond de la forêt, l'Etat**. Paris, Le Seuil, 236 p.
- LIMOUZIN P. (1979). — **Le dynamisme des communes rurales françaises**. Paris I, Thèse de Doctorat d'Etat.
- LIPIETZ A. (1989). — Choisir l'audace. Paris, éd. La découverte, 154 p.
- MATHIEU N. (1974). — Propos critiques sur l'urbanisation des campagnes. **Espaces et Sociétés**, n° 12, pp. 71-89.
- MATHIEU N. (1980). — Réflexion sur l'analyse de la diversification des activités dans l'espace rural in **L'aménagement rural**, Caen, Centre de recherches de la vie rurale, pp. 181-203.
- MATHIEU N. (1982). — Questions sur les types d'espaces ruraux en France. **Espace géographique**, n° 2, pp. 95-110.
- MATHIEU N. (1983). — Les riches heures de la notion de pays. In **Le local dans tous ses états**. **Autrement**, pp. 23-29.
- MATHIEU N. (1985). — Le casse-tête du local. **Autogestions**, n° 10, pp. 79-85.
- MATHIEU N. (1985). — Un nouveau modèle d'analyse des transformations en cours : la diversification-spécialisation de l'espace rural français, **Economie Rurale**, n° 166, mars-avril, pp. 38-44.
- MATHIEU N. (1987). — L'interdisciplinarité en question dans l'Observatoire Causses-Cévennes. B.S.L.G., Actes du Symposium d'Alès, 30 sept.-1^{er} oct. 1987, pp. 493-511.
- MATHIEU N. ; MENGIN J. (1988). — Les politiques de développement rural, unité ou diversité. In **Pour une agriculture diversifiée**, JOLLIVET, M. dir., Paris, L'Harmattan, pp. 268-282.
- MATHIEU N. ; JOLLIVET M. dir. (1989). — **Du rural à l'environnement, la question de la nature aujourd'hui**, Paris, ed. ARF/L'Harmattan, 534 p.
- MENDRAS H. (1959). — **Sociologie de la campagne française**. Paris, PUF, coll. Que sais-je ? n° 842, 115 p.
- MENDRAS H. (1967). — **La fin des paysans**. Paris, SEDEIS, coll. Futuribles n° 6.
- PHILIPPONNEAU M. (1956). — **La vie rurale dans la banlieue parisienne**. Paris, Colin, coll. Etudes et Mémoires n° 32.
- PARTANT F. (1988). — La ligne d'horizon. Paris, éd. La découverte, 232 p.
- PINCHEMEL P. (1957). — Structures sociales et dépopulation des campagnes picardes, Paris, Colin, 232 p.
- PINCHEMEL P. et G. (1988). — **La face de la terre**, 518 p.
- RAMBAUD F. (1969). — **Société rurale et urbanisation**. Paris, Le Seuil, 318 p.
- SEGESA (1969). — Carte des types d'espaces ruraux publié dans **La France**, Pinchemel, 1981, et MATHIEU, 1982, **Espace géographique**.
- SEGESA (1977). — **Industrie et espace rural, les apports d'une analyse bibliographique**, Paris ACEAR, 125 p.
- SEGESA (1987). — **Les zones rurales fragiles**, Paris, SEGESA/DATAR, 40 p. + 1 carte couleur.
- ETUDES RURALES (1978). — Campagnes disputées, campagnes marginalisées. n° 71-72, 315 p.
- AUTREMENT (1978). — Avec nos sabots. La campagne rêvée et convoitée, n° 14, 243 p.
- AUTREMENT (1983). — **Le local dans tous ses états**, n° spécial.
- CONSTRUIRE (1985). — L'avenir est ouvert. Espaces ruraux et capitalisme, n° 68-69, 111 p.
- VILLES ET CAMPAGNES (1988). — Paris, INSEE.